



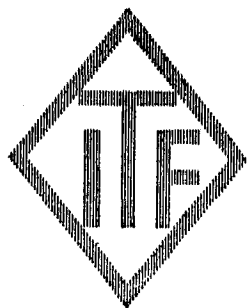
FASCISME

ORGANE DE LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES OUVRIERS DU TRANSPORT

PARAÎT TOUS LES QUINZE JOURS EN FRANÇAIS, ALLEMAND, ANGLAIS, SUÉDOIS, ESPAGNOL ET HOLLANDAIS ET EN PARTIE EN ESPÉRANTO. LE PRIX DE L'ABONNEMENT EST DE FL. 4.- PAR AN (ET DE FL. 2.- POUR LES MEMBRES DES ORGANISATIONS ADHÉRENTES À L'I.T.F. ET AUTRES ORGANISATIONS OUVRIÈRES). S'ADRESSER POUR LES ABONNEMENTS: VONDELSTRAAT 61, AMSTERDAM, WEST

Cinquième année
N°19

Amsterdam, le 18 Septembre 1937.



Qu'est devenu Hans Wiechmann?

(I.T.F.) Depuis le 25 mai 1937, Hans Wiechmann a disparu. Il était président du groupement syndical libre des cheminots et ouvriers du port de Dantzig, dissous par le Sénat dantzigois, en violation de la Constitution. Depuis lors des cadavres ont à plusieurs reprises été découverts dans les environs de Dantzig, mais les corps étaient toujours défigurés au point d'être méconnaissables. Toujours encore on ne sait pas si Hans Wiechmann a été assassiné par les Nazis ou bien s'il a été emmené par la force au Troisième Reich.

Lorsque dans les milieux des Nazis dantzigois on apprit que le professeur Burckhardt, Haut Commissaire de la Société des Nations à Dantzig, présenterait au début de septembre à Genève un rapport sur le sort de Wiechmann, ceux qui sont coupables de la disparition du courageux syndicaliste, tentèrent une stupide manoeuvre de diversion. Le 1er septembre, le facteur délivra chez Brill, l'ancien président du parti socialiste de Dantzig, dissous par les Nazis, une lettre venant de l'étranger. Brill n'était pas à la maison. Avant que sa femme se fût décidée à ouvrir la lettre, des policiers firent leur apparition, arrêtant la femme et confisquant la lettre qui était toujours intacte. Au bureau de police on cacheta la lettre en la présence de la femme et du mari qui avait été arrêté précédemment déjà à son lieu de travail. La police prétendit que l'enveloppe avait contenu une lettre de Wiechmann venant de l'Espagne rouge; il était par conséquent démontré que Wiechmann est toujours en vie.

Durant une semaine entière la presse nazie de Dantzig ne se risqua pas à présenter à ses lecteurs cette maladroite manoeuvre. Ce ne fut qu'après les articles détaillés publiés les 5 et 7 septembre par le "Robotnik" de Varsovie, que le ministère de la Propagande de Berlin (!) fit publier le 9 septembre par la presse allemande un communiqué du Sénat de Dantzig relatif à l'arrivée d'une lettre de Wiechmann venant de l'Espagne rouge. La presse dantzigoise obtint le même jour l'autorisation de publier ledit communiqué. (Le Haut Commissaire était sur ces entrefaites parti pour la Suisse et ne pouvait par conséquent pas exiger qu'on lui remette la mystérieuse lettre).

La presse ne publia aucun cliché de la lettre en question. La balourdisse de la Gestapo fait voir que les faussaires nazis ne se sont pas risqués à se dessaisir, ne fût-ce que pour quelques minutes, de la lettre qui provenait soi-disant de Wiechmann. La manière dont la publication a eu lieu prouve bien qu'ils craignent qu'on ne vérifie leurs affirmations.

Il est d'ailleurs certain que Wiechmann, s'il s'était trouvé en liberté en dehors du territoire de Dantzig, en aurait informé l'I.T.F. ou une des organisations adhérentes avec lesquelles il entretenait autrefois des relations amicales.

Depuis le 25 mai toutefois, ni l'I.T.F. ni aucune autre organisation en dehors de Dantzig n'ont reçu un signe de vie de Wiechmann. La suspecte manœuvre de diversion des Nazis fait craindre que Wiechmann n'a non pas été emmené, mais assassiné par eux.

Franco imite ses maîtres.

(I.T.F.) Dans le journal espagnol "Adelante" (N° du 14 août) Ramon de Urbistondo publie quelques renseignements intéressants sur le système des collectes publiques et des versements "facultatifs" que l'Espagne de Franco a imité de Mussolini et d'Hitler. Ces derniers temps on a organisé pas moins de 25 collectes publiques: la souscription nationale (échange d'or et de bijoux contre de la monnaie-papier Franco imprimée en Allemagne); ensuite des collectes pour le cuirasse rebelle "España", pour l'église du Pilar, pour les asiles de charité, pour les réfugiés, pour la rééducation d'invalides, pour l'aide aux mobilisés, pour l'Oeuvre du combattant, pour les ambulances, pour les hôpitaux de l'arrière-front, pour les hôpitaux maures, pour les vêtements des militaires, pour la reconstruction des ponts de Bilbao, pour "l'Aide sociale", pour les soupes populaires, pour les soupes du syndicat jaune de l'Etat, pour l'hommage de l'arrière-front au front, pour la "Bibliothèque du soldat", pour le "Repos du soldat", pour le théâtre de campagne, pour le dispensaire anti-tuberculeux, pour la construction du mausolée consacré au général Mola, pour offrir un bâton de commandant à Queipo de Llano, pour les soldats blessés, pour les églises de Madrid.

Plusieurs de ces collectes semblent être destinées au même but, mais cela ne paraît gêner personne. Tout l'argent réuni est remis au gouvernement et, selon les coutumes fascistes, celui-ci ne publie pas à quoi l'argent a été dépensé. Tout est versé dans la même caisse.

Les familles riches qui appuient le régime Franco ne sont pas particulièrement généreuses lorsqu'il s'agit de payer. Le 24 juillet, lors d'une quête à Saragosse, pour laquelle chacun des 15 districts se trouvait sous la direction d'une dame de la haute société, le résultat le plus favorable a été de 655 pesetas dans un district, bien que chacune des dames eût pu facilement donner un multiple de cette somme sans être incommodée.

Franco imite encore de l'Allemagne et de l'Italie d'autres méthodes pour arracher de l'argent à une population exploitée. Chaque semaine il y a le "jour du plat unique" et également un "jour sans dessert". Tous les fonctionnaires publics sont obligés de verser tous les mois le salaire complet d'un jour.

Le bluff des augmentations de salaires en Italie.

(I.T.F.) Les augmentations que la dictature italienne a dû consentir afin de rajuster partiellement les salaires au coût de la vie qui depuis l'incursion en Abyssinie a monté par à-coups, ne sont, ainsi qu'on le constate à présent, pas accordées à tous les ouvriers. Les travailleurs "temporaires" par exemple ne bénéficiaient pas de ces majorations; ils ne touchent eux, en dépit de la hausse de 60% que les salaires insuffisants de 1935. Le "Lavoro Fascista" (du 14 août) contient une communication disant que "les ouvriers temporaires qui travaillent dans un établissement militaire du ministère de la Guerre, n'ont pas droit à la récente augmentation de même qu'ils n'ont pas droit aux précédentes".

Le Dr. Ley fait des aveux au Congrès du Front allemand du travail.

(I.T.F.) Suivant une notice parue dans le "Völkischer Beobachter" (édition pour l'Allemagne du Nord N° 225 du 12 septembre 1937), le Dr. Ley a fait au Congrès du Front allemand du travail les déclarations qui vont suivre devant une assistance composée "d'hôtes d'honneur" et de délégations des 30.000 secrétaires du Front du travail et des 20.000 employés environ de l'Agence de voyages "Kraft durch Freude" (la Force par la Joie).

Le "syndicaliste" Ley: " Lorsque j'ai été chargé de prendre en mains la direction des syndicats, ce n'était certes pas en raison des expériences que j'aurais eues en la matière. Je savais à peine combien il existait de syndicats et j'ignorais en quoi ils différaient les uns des autres; bref, j'arrivais là comme un archi-profane et je crois qu'à cette époque

c'est bien moi qui ai été le plus étonné d'avoir été chargé de cette mission".

... Plus sot que les autres.. "Lorsque seulement deux nationaux-socialistes se rencontraient et discutaient de l'édification corporative, di opinions certainement étaient en présence car chacun en avait plusieurs à lui seul. Je n'ai au fond jamais rencontré deux nationaux-socialistes dont les conceptions de l'édification corporative eussent concorde. On peut dire qu'en juin et juillet 1933 il y avait lieu de parler d'une réelle catastrophe. Je puis bien vous révéler à présent que cette édification corporative m'a causé des nuits d'insomnie; elle ne voulait pas m'entrer dans la cervelle et je craignais déjà être plus sot que les autres. Mais je n'aurais pas voulu me l'entendre dire. J'ai donc acheté une série de crayons de couleur et me suis mis à dessiner et à faire des constructions jour et nuit... J'étais alors, pendant ces mois de juin, juillet et août 1933, bien malheureux!"

Un Front du travail risible et impuissant. "Le Führer m'a dit un jour: "Attendons de savoir ce qu'il adviendra de cet avorton (de Front du travail)... Jusque là (1er octobre 1934) le Front du travail n'avait été qu'un élément risible et impuissant" (comme de nos jours; à cette époque également on dissimulait l'impuissance sous des discours fanfarons)

Valet des capitalistes et renégat ouvrier... Il y avait à cette époque des gens (même dans le parti nazi - Réd.) qui me qualifiaient de traître qui me reprochaient que si je continuais de la sorte les ouvriers auraient en effet raison en disant que j'étais un valet des capitalistes et un renégat ouvrier. Je ne me suis pas laissé dérouter."

Les sous des ouvriers sont gaspillés. "J'ai dit un jour au Führer: "Mon Führer, en réalité j'ai un pied à la prison. Je suis en effet le fidéicommissaire des camarades Leipart et Imbusch (les administrateurs des fortunes des syndicats libres et chrétiens, volées par les Nazis-Réd) et si ceux-ci s'avisent un jour de me réclamer la restitution de ces fonds je les aurai fait passer en constructions ou dépenses d'une autre manière. Je devrais par conséquent être condamné! Sur ce le Führer se mit à rire, disant que je paraissais fort bien m'accommoder de cette situation."

Est-il besoin de commentaires?

Le ministre allemand de la Propagande lance des ordres secrets.

(I.T.F.) La "Sozialistische Warte" * (Paris) publie (N° du 1er septembre) à nouveau des instructions secrètes du

ministère allemand de la Propagande, aux rédacteurs de périodiques allemands: "A propos de l'article paru il y a quelque temps sur le thème, "Défense légitime contre des supérieurs" nous signalons que la reproduction de cet article est interdite de même que la publication d'autres articles analogues" (circulaire du 26 juin 1937).

"Il est illicite de se servir d'augmentations des salaires au-dessus des tarifs en vigueur pour motiver des demandes d'augmentation des prix. Les journalistes n'ont pas le droit d'entrer dans les détails relativement à ce décret du Commissaire national pour la fixation des prix". (Circulaire du 26 juin 1937). La dictature nazie désire manifestement éviter que le fait qu'elle est responsable des bas salaires, ne ressorte plus clairement encore.

"On a pu constater à plusieurs reprises qu'à la page des annonces des quotidiens on trouve souvent des annonces demandant des ouvriers agricoles en indiquant le salaire. Vu que l'indication des taux de salaire est susceptible de créer du mécontentement parmi la main-d'oeuvre moins rétribuée, il conviendra à l'avenir de refuser de pareilles annonces" (26 juin 1937)

Un succès

(I.T.F.) Pendant l'année écoulée on a réalisé (en Allemagne) considérablement de choses. Le fait qu'il n'y a pas eu d'effondrement sur le terrain économique, est déjà un succès!... (Völkischer Beobachter, 14 septembre 1937).

Le Troisième Reich des mouchards.

(I.T.F.) "Le président d'un tribunal berlinois a récemment posé à une chef politique (c'est-à-dire un permanent du Parti nazi - Réd.) la question s'il se considérait obligé de notifier à ses supérieurs chaque bruit qui viendrait à sa connaissance même s'il s'agissait manifestement de comérages. On ne pouvait pas ne pas s'apercevoir de l'étonnement incroyable et quelque peu hautain du vieux juge qui s'entendait répondre de

de manière affirmative non seulement par ce témoin, mais aussi par un deuxième chef politique... bien qu'on eût constaté entretemps que le bruit dont il s'agissait était faux.

Nous sommes d'accord avec eux." (De l'article de fond du "Angriff" du 20 août 1937).

Des palais pour les bonzos (ITF.) L'organisation des employeurs dans l'industrie allemande du bâtiment publie (dans le "Deutscher Volkswirt" du 20 août 1937) les renseignements suivants sur l'activité dans l'industrie du bâtiment pendant le premier semestre 1937:

"Alors que pour le 1er semestre 1936 le degré d'occupation pour la construction de demeures était encore de 4,3% du chiffre maximum des ouvriers occupés, on constate pour la même période de 1937 une proportion de seulement 2,2% soit un recul de près de 100%". Les employeurs supposent que "pour le deuxième semestre 1937 le degré d'occupation dans la construction de demeures reculera davantage en raison des nombreuses restrictions" (quantités limitées de poutres de fer, bois etc.-Réd.).

Le bois, le fer font toutefois seulement défaut pour la construction de demeures, pour les palais des bonzos il y a abondance de tout. On voit dans la statistique des commandes publiées dans le rapport patronal en question sur la période allant d'octobre 1936 à mars 1937 que les commandes pour la construction d'habitations et de cités-jardins baissèrent de 12% (en novembre 1936) à 2,1% (en mars 1937) alors qu'en même temps les commandes au profit des bonzos ("activité de construction du parti national-socialiste") augmentèrent de 0,4 à 11,2% de l'ensemble des commandes passées dans l'industrie allemande du bâtiment!

Travaux forcés pour les femmes (I.T.F.) Dans plusieurs régions d'Allemagne, le Front allemand du travail oblige des femmes en chômage à travailler pendant un certain temps "à titre honorifique" dans une usine comme "remplaçante d'une ouvrière en congé". Pendant cette période ces femmes ne reçoivent ni salaire ni indemnité de nourriture, mais uniquement le remboursement de leurs frais pour se rendre au lieu du travail et leur allocation de chômage. Par crainte de perdre l'allocation de chômage ces femmes acceptent de faire ce travail non rétribué économisant ainsi aux employeurs les frais d'un congé annuel convenable d'une de leurs ouvrières. L'Office national des assurances a approuvé cette exploitation de la misère des femmes sans travail. (Arrêté IIa Ar 7/37 du 18 juin 1937).

Un coup de pied aux ouvriers nazis. (I.T.F.) Depuis 1933 des "vieux" nationaux-socialistes déçus par la réalité des choses, se dressent de plus en plus souvent contre la réaction sociale qui règne dans les entreprises. Fréquemment la Gestapo est obligée de constater, lors de la répression de mouvements revendicatifs pour l'augmentation des salaires, qu'il y a parmi les porte-parole des ouvriers et employés des "anciens" de la N.S.B.O., l'organisation des cellules d'entreprises nationales-socialistes, privée en 1934 de toute son influence. Généralement la Gestapo traitait les "vieux" ouvriers nazis avec plus de clémence que les anciens syndicalistes. A présent toutefois le Front du travail a déclaré ouvertement que les anciens membres de la N.S.B.O. sont tout autant "infectés de l'esprit de lutte de classe" que les syndicalistes d'autrefois. "La N.S.B.O. était en dernière analyse basée sur les principes de la lutte de classe, tout autant que les syndicats. Il n'y avait aucune différence sur le terrain idéologique. On disait que cette organisation devait être constituée dans les entreprises pour rivaliser contre les syndicalistes" (le Dr. Ley au Congrès du Front du travail, "Völkischer Beobachter" du 12 septembre). Il ajouta: "Je ne voudrais pas par ces paroles discréditer l'immense force de propagande qu'a eue la N.S.B.O." Le semblant d'activité radicale de cette organisation nazie avait en effet dans le temps paru nécessaire pour la propagande.

Toutefois, 54 mois de dictature nazie ont été autant de mois de réaction sociale et les ouvriers nationaux-socialistes trompés qui, se réclamant des promesses de leur Führer et du programme du Parti, demandent leur droit, reçoivent un coup de pied et sont abandonnés à la Gestapo.

Les camps de concentration servent (I.T.F.) Le 17 août, la dictature catholique autrichienne a résumé dans
à protéger les bénéficiaires.-----

une loi pour la protection de l'ordre public, les lois de terreur de 1934 et 1935. La possibilité d'infliger plusieurs punitions pour un unique méfait est maintenue comme auparavant. La rédaction et la divulgation d'organes syndicaux et d'autres imprimés illicites, la vulgarisation d'imprimés étrangers interdits en Autriche peuvent être punies triplement: par le tribunal régulier comme infraction à la loi sur la protection de l'Etat, ensuite dans une "procédure rapide" comme délit de presse et enfin par la police au moyen d'une arrestation de trois mois avec possibilité illimitée de prolongation.

La dictature peut comme autrefois ordonner le congédiement d'ouvriers, d'employés et de fonctionnaires occupés dans des entreprises privées ou des services publics et peut interdire à certaines personnes d'exercer certaines professions. Comme autrefois, une habitation où ont demeuré, selon l'avis de la police, des éléments clandestins, perd le droit à la protection des locataires. Vu la pénurie des logements en Autriche, cela signifie que des familles entières peuvent être jetées sur le pavé lorsqu'un seul membre s'occupe d'activité clandestine.

Les camps de concentration subsistent; ils se rempliraient encore davantage car à l'avenir on pourra aussi y enfermer des travailleurs qui selon l'opinion de la police, compromettent la tranquillité, l'ordre et la sécurité publique par une attitude troublant la paix sociale (art.23 al.2).

Lorsque par exemple un ouvrier ou un employé invite ses collègues à agir énergiquement pour une augmentation des salaires, lorsqu'il exige du syndicat fasciste de s'employer pour faire aboutir des revendications, on peut l'envoyer au camp de concentration. C'est là la politique sociale de l'Etat corporatif catholique, pas nouvelle comme pratique, mais nouvelle en tant qu'elle est formulée dans des articles de loi. Selon la lettre de la loi des employeurs anti-sociaux pourraient aussi être enfermés. Vu la situation en Autriche, il n'est toutefois pas probable qu'on se serve sérieusement de cette stipulation légale contre le patronat.

La grande pitié des enfants de Vienne.-----

(I.T.F.) Dans son rapport annuel pour 1936, la caisse viennoise pour l'assurance-maladie ouvrière écrit que se-

lon les renseignements donnés par ses visiteuses il y avait "sur 1.857 enfants ayant passé la visite médicale, pas moins de 730, soit un pourcentage très élevé, qui vivent dans des conditions d'habitation nettement défavorables compromettant leur santé (logements sombres, humides et malpropres, trop d'habitants pour le nombre des pièces, c'est-à-dire plus de 4 personnes dans un logement d'une chambre et d'une cuisine). 413 de ces enfants ne dormaient pas seuls dans un lit. Il semblerait que les conditions d'habitation se sont empirées cette dernière année" --la troisième année de la dictature catholique-- "vu qu'on constate que de plus en plus les gens s'entassent dans des pièces généralement déjà petites et, qu'aussi la coutume de coucher à plusieurs dans un lit, s'étend. Ce phénomène se produit spécialement dans les familles où un ou plusieurs membres sont constamment en chômage".

Qu'on note bien qu'il s'agit ici de familles d'ouvriers inscrites à l'assurance-maladie, c'est-à-dire pas de familles de chômeurs.

La misère en Autriche. La consommation recule.

(I.T.F.) Les renseignements sur le mouvement de consommation des principales denrées alimentaires, publiés par

l'Institut pour l'étude des conjonctures autrichien dans son rapport, indiquent comment le niveau de vie de la population autrichienne s'est avéré depuis 1933, année de l'élimination du Parlement par le gouvernement Dollfuss et surtout depuis 1934, début de la dictature ouverte. * de juillet

Voici les conclusions de l'Institut: "Suivant les renseignements de la Société des Nations, un homme adulte qui ne fait pas de travail musculaire a besoin de 2.400 calories par jour, mais*de 3.600 calories lorsqu'il fait pendant 8 heures du travail exigeant un effort moyen. La consommation moyenne de calories d'une personne adulte a baissé en Autriche suivant les statistiques ménagères de 3.266 en 1929 à 2.944 calories en 1934 et se trouve par conséquent en 1934 de 18%, et dans les ménages de chômeurs même de 31%, au-dessous de la quantité indiquée par la Société des Nations comme nécessaire à la subsistance." (Page 150 du numéro de juillet du Bulletin de l'Institut autrichien pour l'étude des conjonctures.)

* il a besoin

LES OUVRIERS DES TRANSPORTS SOUS LE FASCISME .Etre marin dans le Troisième Reich.

(I.T.F.) "On peut bien dire que les 40.000 à 50.000 marins employés à bord de la flotte marchande allemande sont parmi les catégories les plus désavantagées de la population" --ainsi affirme "Der Deutsche Volkswirt", l'organe du ministre allemand de l'Economie nationale (dans son numéro du 10 septembre). Cela en dit long, vu la misère dont souffrent actuellement en Allemagne de vastes couches de la population!

Les bateaux allemands des foyers d'infection. Un scandale autour de la Hapag.

(I.T.F.) En vertu d'un accord entre les grandes sociétés de navigation de différents pays et le service sanitaire des Etats-Unis les 48 principaux paquebots qui desservent les lignes transatlantiques ont le droit d'entrer dans le port de New-York sans se soumettre au long contrôle sanitaire à la station de quarantaine, lorsque le médecin de bord donne, lors du passage, la déclaration qu'il n'y a pas de malades à bord.

Or, le "Hansa", un des plus grands paquebots de la Ligne Hambourg Amérique (Hapag), entra dans le port de New-York le 28 août dernier ayant à bord 24 marins gravement atteints de typhus et il débarqua 993 passagers (qui pouvaient évidemment être tous porteurs de bacilles), sans juger utile d'avertir en passant le service sanitaire américain. Lorsque les fonctionnaires de ce service arrivèrent à bord, ils trouvèrent les 24 marins malades dans leurs couchettes; le même jour encore 6 autres durent s'aliter. Des analyses bactériologiques firent nettement ressortir qu'il s'agissait de typhus. Avec l'effronterie coutumière aux Nazis, le médecin, le Dr. Helmuth et le commandant du navire, le capitaine H. Lehmann, contestèrent qu'il s'agissait de typhus affirmant que les marins étaient simplement atteints de dérangements d'estomac provenant de la fumigation qui avait eu lieu à Hambourg. Un interrogatoire permit aux fonctionnaires du service sanitaire américain d'apprendre que le 17 août, deux jours après la fumigation du bâtiment, 6 hommes de l'équipage avaient dû être débarqués à Hambourg, atteints de typhus. Un autre tomba malade le 20, un autre le 21 et 6 autres le 23, 7 le 25 et 9 le 27. Il y avait parmi les malades du personnel des cuisines et des garçons de cabine.

Le Commissaire du service sanitaire fit rechercher par la police les passagers qui avaient été débarqués et les fit placer sous contrôle médical comme porteurs de bacilles. Il communiqua aux agents de la société que les 325 passagers qui avaient réservé une place à bord pour le voyage de retour en Europe avaient été de manière publique mis en garde contre le foyer d'infection qu'était le paquebot "Hansa" de la ligne Hambourg-Amérique. Sur ce, le "Hansa" repartit le 30 août sans passagers ni fret --sans que, pour autant que nous sachions, on ait procédé à une désinfection du navire. Les représentants de la Société ne semblaient guère se soucier du danger existant pour l'équipage; cela aurait coûté des devises étrangères de faire procéder à une désinfection à New-York!

D'autres navires allemands sont tout autant des foyers d'infection que le "Hansa". "Die Schiffahrt" l'organe du groupement syndical libre des marins allemands écrit à ce sujet:

"Le navire jumeau du "Hansa", le "Hambourg" exploité également par la Hapag, a été mis en quarantaine à Hambourg le 24 avril en raison de typhus qui s'était déclaré à bord. On a parlé à ce moment de plusieurs morts, mais la presse nazie n'a rien pu publier.

Les cas de graves affections de l'estomac ont été très nombreux ces derniers temps sur beaucoup de navires allemands. Les provisions de viande et autres vivres, déjà de qualité inférieure au moment du départ, ne sont pas renouvelées pendant le voyage, souvent pendant des mois entiers. Ceci a pour conséquence les intoxications coutumières à propos desquelles personne ne sait s'il s'agit de paratyphus, de typhus ou de graves empoisonnements. Fin août par exemple, le "Helos" arriva à Anvers ayant à bord 6 malades atteints de graves intoxications stomacales.

des Lorsque l'on prend toutefois des bateaux autres que les bateaux de parade Nazis, on se rend réellement compte de ce qui est possible actuellement sous le régime de la croix gammée.

Le 28 juin le vapeur "Kronos" (de la Société "Neptun") fit escale dans le port d'Anvers, venant du territoire espagnol occupé par les rebelles. Ce bateau transportait, placés sur une cargaison de peaux, 18 cercueils d'officiers allemands tombés en Espagne, dont les corps se trouvaient déjà dans un état avancé de décomposition. Ils répandaient une odeur pestilentielle. Les cercueils laissaient couler un liquide sur le reste de la cargaison (apparemment il y avait 2 à 3 cadavres dans chaque bière). Les cercueils furent transportés tels quels sur le "Bessel" qui se rendait à Brême. Des mesures sanitaires? Pas question! Voilà ce qui s'appelle à l'heure qu'il est "méthodes allemandes".

Comment on combat les accidents dans les ports allemands.-----

(I.T.F.) Un docker écrit de Brême à l'organe "Die Schifffahrt": "Sur un navire cotonnier on travaillait avec

six équipes à une écoute pour pouvoir "terminer" le bateau plus vite. Les surveillants se trouvaient à bord et sur le quai, veillant attentivement à ce que les hommes soient toujours en mouvement et à ce que les grues soient toujours prêtes à prendre une nouvelle charge. Soudainement une chaîne se rompit lors du soulèvement de balles de coton du fond de la calle et un des ouvriers arrimeurs fut grièvement blessé. Les ouvriers de cette équipe protestèrent contre la mauvaise qualité des engins de levage et contre le système d'houspillage, causes de cet accident. Les camarades qui s'étaient plaints furent congédiés sur le champ, mais attendu que par hasard aucun d'eux n'avait été, avant 1933 permanent du mouvement syndical ou politique ouvrier, on s'abstint de procéder à des arrestations. On se borna simplement à leur retirer la carte de docker. Ils n'ont plus le droit d'être occupés dans le port; ils doivent aller faire poinçonner leur carte de chômeur, mais ils ne reçoivent pas d'allocation de chômage attendu que le congédiement a eu lieu "par leur propre faute". Les travailleurs en question ont tous dépassé l'âge de 40 ans. Dans le port de Brême on voit partout des affiches avec la mention "prévenez les accidents!" Seulement les ouvriers qui demandent qu'on respecte les prescriptions sur la prévention des accidents sont congédiés.

Les ennemis publics ne peuvent pas conduire d'auto.-----

(I.T.F.) On avait refusé de délivrer un permis de conduire à un employé qui avait dû passer 6 terribles mois dans

un camp de concentration en alléguant que (le 10 novembre 1934) "il avait proféré de grossières insultes contre les membres du gouvernement du Reich en la présence de plusieurs vendeuses." L'employé en question alla en appel de cette décision. Le tribunal administratif suprême de Prusse repoussa sa plainte décidant en principe que dans le Troisième Reich l'orientation politique d'un chauffeur ou propriétaire d'une auto conduisant lui-même est pour le moins aussi importante que ses capacités et connaissances techniques. Les "ennemis publics" n'ont pas droit au permis de conduire (Jugement du 28 janvier 1937).